

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Serge Latouche, *Faut-Il refuser le développement ?*, Paris, PUF, 1986

Pierre Hamel

Numéro 17 (57), printemps 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034380ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034380ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hamel, P. (1987). Compte rendu de [Serge Latouche, *Faut-Il refuser le développement ?*, Paris, PUF, 1986]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (17), 176–177.
<https://doi.org/10.7202/1034380ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1987

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Serge Latouche, *Faut-il refuser le développement ?* Paris, PUF, 1986.

Pierre Hamel, Institut d'urbanisme, Université de Montréal.

En s'interrogeant d'emblée sur la pertinence du développement, Serge Latouche va décidément à contre-courant. Alors que partout les acteurs publics et privés semblent avant tout soucieux d'accroître leur productivité, de réduire leurs dépenses ou de s'ajuster à un environnement international — commercial et financier — de plus en plus capricieux, voilà une étude qui met en doute les vertus de la croissance et du développement. Pour les pays du Tiers monde la solution ne résiderait donc pas dans l'importation des modèles bricolés à l'intérieur des pays occidentaux les plus avancés. Davantage, ces modèles et l'idéologie qui les sous-tend renforcent les rapports de domination ayant caractérisé l'évolution des relations entre le centre et la périphérie. Quelle est dès lors la solution ? Les réponses possibles impliquent, préalablement, que l'on examine la nature du développement.

Même si l'idée n'est pas neuve, elle mérite d'être rappelée. Le développement est un mythe dont le caractère paradigmatique repose exclusivement sur des valeurs occidentales. « En choisissant d'être des "pays en développement", les pays du Tiers Monde ont accepté, écrit Serge Latouche, en partie consciemment, en partie à leur insu, de brader leur identité culturelle pour se placer dans le paradigme occidental » (p. 11). Et ce qui est le plus dommageable avec une telle vision, c'est que la culture se résume à une simple variable économique.

Pour remettre en cause cette lecture, une double thèse est mise de l'avant. Premièrement, tout comme le développement, le capital n'est pas dynamique. Il ne suffit pas de lever des obstacles ou d'accroître la masse initiale pour que le processus d'accumulation s'emballé. À

l'encontre des conceptions tant néo-classique que marxiste, qui considèrent finalement l'économie comme un système autonome, coupé des autres dimensions du social, le postulat inverse est proposé. En considérant l'histoire de près, on constate que le capital ne s'est pas accumulé par ses propres vertus. Une conjonction de conditions historiques particulières était essentielle. Ainsi, par sa nature, le capital est « entropique ». Si des facteurs exogènes n'interviennent pas, il dépérit ! Comme le mentionne Serge Latouche : « en réalité, la concurrence et la recherche du profit permettent, une fois le moteur lancé, à la machine de poursuivre sur sa lancée un certain temps, mais à défaut d'impulsion nouvelle le moteur ne tarde pas à s'arrêter, le monstre à dépérir » (p. 31).

Tout en l'explicitant, la seconde thèse découle de la première et s'oppose également aux conceptions courantes. Si, pour son accumulation, le capital repose sur des facteurs exogènes, il en va de même du capitalisme en tant que système social. Selon cette perspective, l'impérialisme ne constitue pas une résultante du capitalisme. Il paraît plutôt antérieur et nécessaire à l'émergence de ce dernier : « si les formations économique-sociales précapitalistes n'avaient pas été annexionnistes et colonisatrices, le capitalisme n'aurait jamais vu le jour » (p. 49).

À partir de ces deux thèses, exposées ici, bien entendu, de manière très schématique, il est dès lors possible de jeter un nouveau regard sur le sous-développement. Contrairement aux visions occidentales dominantes, on ne doit plus l'appréhender comme étant un « retard ». Il résulte plutôt de la destruction des alternatives au modèle de déve-

veloppement industriel par l'« intrusion occidentale ». En exportant leur culture et leur modèle, les sociétés capitalistes contribuent largement à la destruction des traditions et des réseaux communautaires des pays du Tiers monde et limitent d'autant la possibilité qu'ont ces pays d'énoncer des solutions différentes. L'imposition artificielle du « paradigme occidental » aux pays du Tiers monde, qui ne tient pas compte de l'histoire et des caractéristiques culturelles de ces pays, s'ajoute alors au caractère entropique du capital pour limiter — introduisant même un processus régressif — l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

Or, dans une perspective opposée, les « survivances », c'est-à-dire les traditions, les anciennes pratiques économiques, les réseaux communautaires et ethniques, n'apparaissent pas comme des éléments de blocage ou des obstacles au changement mais doivent plutôt être considérées « comme des bases pour une solution alternative aux fléaux suscités par l'impérialisme » (p. 99).

Il ne s'agit pas ici de retourner en arrière, ou de se réfugier dans un passé mythique. Ce qui compte c'est d'inventer un présent qui ne cède ni à la myopie de la technique ni à l'unidimensionnalité du capital ou des visions économistes. Et c'est seulement à cette condition qu'il sera possible d'amorcer des démarches collectives contre le sous-développement.

Pour Serge Latouche, et ceci peut être considéré comme le deuxième aspect majeur de sa problématique, le sous-développement est avant tout une affaire de culture. Si les pays du Tiers monde ont de la difficulté à élaborer, par eux-mêmes, des projets autonomes pour libérer leurs sociétés, c'est qu'ils sont soumis à l'impérialisme culturel occidental. La destruction des cadres autonomes de la culture engendre sur ce plan des inégalités qui se propagent à l'ensemble de l'édifice social. Une lecture anthropologique du don permet bien d'éclairer le phénomène. « Dans les

relations culturelles, plus on donne, plus on s'enrichit, et l'on perd, voire même on se perd, si personne ne reçoit le don » (p. 167). En d'autres termes, « le don est valorisant, il confirme la supériorité du donateur puisqu'il est reconnaissance par l'autre. L'effet de masse et l'absence de réciprocité provoquent une asphyxie » (p. 167). Il s'ensuit, dès lors, que les relations centre-périphérie s'effectuent au profit des donateurs, qui imposent leur conception du développement.

Pour sortir de cette impasse, l'auteur suggère un programme qui repose avant tout sur le rejet des solutions techniques et sur le refus de l'idéologie occidentale du développement. En positif, il propose que les pays du Tiers monde s'engagent dans une « reconquête » de leur « identité culturelle » et procèdent à une véritable « décolonisation en profondeur » (p. 202).

L'ouvrage de Serge Latouche est très stimulant. Tant sa thèse relative à une conception entropique du capital que sa lecture anthropologique de la dépendance éclairent dans une perspective différente les enjeux du développement. Il insiste à ce sujet sur le fait que le recours à des solutions techniques ne permet pas de faire l'économie d'une transformation des rapports sociaux. Il rejoint par là un courant d'étude récent, déjà riche de plusieurs travaux sur le plan régional, qui refuse de ne voir le développement qu'en termes de variables économiques.

Mais parallèlement à sa critique clairvoyante de l'accumulation capitaliste, sous l'angle tant de son émergence historique que des valeurs qui la fondent, Serge Latouche avance des propositions qui font contraste par leur généralité. Faire appel à l'abolition des rapports de domination à l'échelle mondiale ou évoquer la « reconquête de l'identité culturelle » afin d'accroître l'autonomie des pays du Tiers monde constituent des propositions valables mais trop générales. Ces pays ne sont pas une réalité homogène. Et les perspecti-

ves de libération qu'il peuvent construire doivent forcément tenir compte de leur spécificité. S'il y a un reproche qui pourrait être adressé à Serge Latouche à propos de cet ouvrage, et ce en dépit des distances de l'auteur par rapport à l'idéologie tiers-mondiste, c'est peut-être de véhiculer une représentation trop globalisante d'un ensemble de formations sociales dont les différences doivent être portées au compte des solutions alternatives à élaborer. Mais cette remarque, compte tenu de la nature du projet, n'enlève rien à la force de l'ouvrage, qui renouvelle notre compréhension du développement comme idéologie et comme modèle social.